

Suède

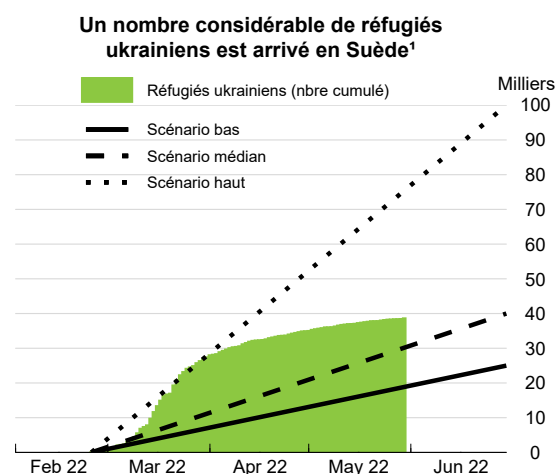
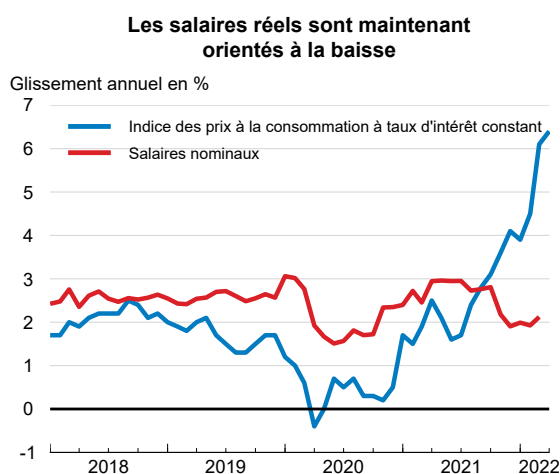
La croissance devrait refluer à 2.2 % cette année et à 1 % en 2023. La montée de l'incertitude au niveau mondial pèsera sur l'investissement des entreprises et les exportations. La consommation des ménages est soutenue par un marché du travail dynamique, un niveau d'épargne élevé et des mesures d'aide budgétaire, mais elle ralentira à mesure que les effets de la hausse de l'inflation et des taux d'intérêt commenceront à se faire sentir. Le taux de chômage continuera de baisser cette année, mais se stabilisera en 2023, les compétences en forte demande se faisant de plus en plus rares.

L'inflation a bondi, alimentée par les perturbations persistantes des chaînes d'approvisionnement et par l'envolée des prix des matières premières. Les autorités monétaires devraient s'efforcer de préserver l'ancrage des anticipations d'inflation. La politique budgétaire va rester expansionniste cette année, et des dépenses supplémentaires pourraient s'avérer nécessaires dans l'avenir pour héberger les réfugiés ukrainiens et renforcer le budget consacré à la défense. Il faudra investir dans les infrastructures énergétiques pour étayer le processus d'électrification en cours et renforcer la sécurité énergétique.

La croissance ralentit dans un contexte d'incertitude grandissante

Le niveau du PIB était supérieur de 4 % à son pic d'avant la pandémie au quatrième trimestre de 2021, mais il a reculé au premier trimestre de 2022. La consommation des ménages a légèrement reculé en mars et la confiance des consommateurs s'est effondrée, tombant à son plus bas niveau depuis 2008. La confiance des entreprises demeure en revanche relativement solide. Le chômage a presque retrouvé son niveau antérieur à la pandémie et continuera de diminuer, quoique à un rythme plus modéré, une part croissante des demandeurs d'emploi ne possédant pas les compétences recherchées par les employeurs. L'inflation a grimpé à 6.4 % en avril, soit son taux le plus élevé depuis trois décennies, et s'élargit au-delà de l'énergie, ainsi que l'illustre l'envolée des prix des produits alimentaires et des services.

Suède



1. Scénarios publiés par l'Office des migrations suédois le 27 avril. Les scénarios originaux courent jusqu'à la fin de 2022. Les scénarios tronqués présentés ici reposent sur l'hypothèse que la moitié des effectifs attendus sur l'ensemble de l'année seront arrivés à la fin du mois de juin. Source : Bureau central des statistiques (SCB, Statistiska centralbyrån) ; Office national de médiation (Medlingsinstitutet) ; et Office des migrations (Migrationsverket).

Suède : Demande, production et prix

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	Prix courants milliards de SEK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2021)				
Suède						
PIB aux prix du marché	4 830.1	2.0	-2.3	4.9	2.2	1.0
Consommation privée	2 205.5	0.7	-3.2	6.1	3.2	0.5
Consommation publique	1 258.1	0.3	-2.0	2.6	1.6	1.6
Formation brute de capital fixe	1 217.5	-0.3	1.5	5.9	1.9	1.8
Demande intérieure finale	4 681.1	0.3	-1.7	5.1	2.4	1.1
Variation des stocks ¹	40.4	-0.1	-0.7	0.4	0.0	0.0
Demande intérieure totale	4 721.5	0.2	-2.4	5.5	2.5	1.1
Exportations de biens et services	2 209.7	6.1	-5.8	7.6	4.8	1.9
Importations de biens et services	2 101.1	2.2	-6.4	9.3	5.7	2.2
Exportations nettes ¹	108.7	1.8	0.0	-0.4	-0.2	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.5	2.0	3.1	6.0	4.4
Indice des prix à la consommation ²	—	1.8	0.5	2.2	6.5	5.4
IPC sous-jacent ³	—	1.7	0.5	2.4	6.1	3.9
Taux de chômage (% de la population active)	—	7.0	8.5	8.8	7.4	7.4
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	15.7	17.0	15.4	12.0	10.3
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	0.6	-2.6	-0.2	0.0	-0.1
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ⁴ (% du PIB)	—	34.9	39.3	36.3	33.0	31.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	5.5	6.0	5.4	5.5	5.3


1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. L'indice des prix à la consommation tient compte des charges au titre des intérêts hypothécaires.

3. Indice de prix à la consommation à taux d'intérêt fixes.

4. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111.

StatLink  <https://stat.link/aohuxr>

Les conséquences économiques directes de la guerre en Ukraine sont pour l'instant minimes, les échanges commerciaux avec l'Ukraine et la Russie étant limités et l'exposition financière vis-à-vis de la Russie faible. La Suède a été touchée par la hausse des prix de l'énergie et d'autres matières premières et devrait être pénalisée par le ralentissement de la croissance de plusieurs partenaires commerciaux importants, notamment l'Allemagne. À la fin du mois de mai, près de 39 000 réfugiés ukrainiens (0.37 % de la population) étaient arrivés en Suède, mais leur nombre pourrait croître dans des proportions considérables en fonction de l'évolution de la guerre. Les propriétaires d'automobiles bénéficient de versements compensatoires au titre de la hausse des prix des carburants, et 10 milliards SEK supplémentaires (0.2 % du PIB) ont été débloqués par le gouvernement pour l'hébergement des réfugiés ukrainiens.

La politique budgétaire continue de soutenir l'économie, mais la politique monétaire a commencé à se normaliser

Compte tenu de l'envolée des prix de l'énergie et de la dégradation de la situation sur le plan de la sécurité, le gouvernement a proposé de renforcer encore l'orientation expansionniste de la politique budgétaire, en engageant des dépenses discrétionnaires supplémentaires équivalant à 1.2 % du PIB. Les dépenses

publiques devraient rester élevées par rapport à leur niveau d'avant la pandémie, car les réfugiés ukrainiens ont besoin de logements et le gouvernement s'est engagé à porter la part des dépenses de défense de 1.3 % du PIB actuellement à 2 % au cours des années à venir, dans le contexte de la demande d'adhésion de la Suède à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). En outre, des efforts de renforcement des infrastructures énergétiques sont déployés pour étayer la décarbonation de l'économie et améliorer la sécurité énergétique. Les recettes fiscales se sont révélées plus importantes que prévu et devraient rester vigoureuses grâce au redressement du marché du travail et au démantèlement progressif des mesures d'aide liées à la pandémie. La politique budgétaire continuera de soutenir l'activité, mais se durcira quelque peu en 2023. La Banque de Suède (*Sveriges Riksbank*) a commencé à normaliser sa politique monétaire, relevant le taux des prises en pension de 0 à 0.25 % et réduisant progressivement ses achats d'actifs, en vue de juguler l'envolée des anticipations d'inflation avant les prochaines négociations salariales au niveau central. La Banque de Suède devrait relever le taux des prises en pension à trois reprises en 2022, de 100 points de base en termes cumulés, puis de 0.5 point de pourcentage supplémentaire en 2023.

La croissance ralentira légèrement dans un contexte d'inflation persistante

Le taux de croissance va refluer, quoique à partir d'un niveau élevé, pour s'établir à 2.2 % cette année et à 1 % en 2023. La hausse des taux d'intérêt et le recul du pouvoir d'achat des ménages vont entraîner un ralentissement de la croissance de leurs dépenses. La consommation et l'investissement publics continueront de soutenir l'économie, mais les finances publiques bénéficient de la vigueur des recettes fiscales, et en 2022, le ratio dette publique/PIB devrait tomber sous son niveau d'avant la pandémie. L'inflation devait rester élevée pendant toute la période considérée, à mesure que la hausse des prix des matières premières et de l'énergie sera répercutée sur les consommateurs. Le niveau élevé des prix de l'énergie pourrait entraîner un désancrage des anticipations d'inflation, qui accentuerait les tensions sur les salaires et l'enracinement de l'inflation. La hausse des taux d'intérêt fera grimper rapidement le coût du service de la dette pour les ménages ayant souscrit des crédits hypothécaires à taux variable. Cela pourrait provoquer une correction des prix des logements, qui s'accompagnerait d'un nouveau fléchissement de la consommation. Les entreprises indiquent que le principal facteur limitant la production industrielle reste le manque de matériaux et d'équipements, et non la demande. Une résorption rapide des goulets d'étranglement de l'offre améliorerait les perspectives de croissance.

Des problèmes liés au marché du travail et aux infrastructures énergétiques subsistent

Le marché de l'emploi pâtit de problèmes structurels, comme en témoigne le niveau encore relativement élevé du taux de chômage. L'amélioration des politiques d'activation et le renforcement des compétences des chômeurs de longue durée ainsi que des inactifs devraient rester au premier rang des priorités de l'action publique. Le gouvernement a adopté un premier train de mesures bienvenu pour prévenir l'évasion fiscale, l'exploitation de la main-d'œuvre étrangère peu qualifiée et la fraude aux prestations sociales sur les segments peu qualifiés du marché de l'emploi. Il devrait poursuivre dans cette voie pour garantir des conditions de concurrence équitables aux travailleurs résidents peu qualifiés. Il sera nécessaire d'investir dans les infrastructures énergétiques existantes, ainsi que dans de nouvelles sources d'énergie prévisibles, pour faciliter la transition écologique et réduire la dépendance à l'égard des importations d'énergie.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/62d0ca31-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Suède », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/1c8f1ed4-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.